

La politique de la chaise vide au conseil de Terre de Provence

Sept maires sur treize, souhaitant la démission du président, ont refusé de siéger hier au conseil communautaire

Il aurait fallu que très exactement 21 élus Terre de Provence soient présents pour que le conseil communautaire se déroule sans aucun problème. Ils n'étaient que 11, hier à 17h, à l'heure de débiter la séance. Au même moment, à quelques kilomètres de là, à Noves, les élus absents sont en train de se rassembler afin de tenir une conférence de presse expliquant les raisons de leur désertion, quand bien même un nouveau vote du budget était au menu. Le premier ayant été rejeté à la majorité une semaine plus tôt. "Nous avons très clairement exprimé le désir de ne pas aller voter pour une deuxième fois ce budget. Nous nous sommes très clairement exprimés la semaine dernière. 7 maires sur 13, soit la majorité, n'ont pas souhaité participer à cette mascarade. Cette situation de blocage n'est pas de notre fait. Il faut que le président quitte ses fonctions", commandait presque Bernard Reynès, député de la XV^e circonscription.



Alors que le quorum n'a pas été atteint à Eyragues, pour un nouveau vote du budget, les élus absents ont organisé une conférence de presse expliquant leurs motivations au même moment à Noves.



/PHOTOS BRUNO SOUILLARD

"Ne pas voter un budget, c'est paralyser une structure"

Du côté d'Eyragues, faute de quorum atteint, c'est avec dépit et colère que le président Jean-Marc Martin-Teisserre est contraint d'annuler la séance, qualifiant dans la foulée "d'irrespectueuse et irresponsable" l'attitude des élus absents. Et de reprendre tout en s'adressant au public qui était présent en nombre à l'hôtel de ville d'Eyragues: "C'est irrespectueux pour les agents de Terre de Provence, car ça va être difficile pour eux de travailler pendant quelques mois, car tout va se retrouver bloqué... Mais ça l'est aussi pour les administrés. Les élus sont là pour voter, prendre des décisions...

Mais nous n'avons pas le droit de pratiquer la politique de la chaise vide. C'est également irresponsable car beaucoup de chantiers sont en cours à Terre de Provence et de nombreux dossiers sont à faire avancer. Ne pas voter un budget, c'est paralyser une structure". Jean-Christophe Daudet, maire de Barbentane, n'hésite pas à parler "d'assassinat politique". "On veut nous tuer parce qu'on a l'outrecuidance de dire qu'on ne veut pas faire partie de la Métropole", a-t-il détaillé, évoquant les "millions d'euros reçus du Département par Châteaurenard, Tarascon et Saint-Etienne-du-Grès l'an dernier, pendant que Barbentane ne recevait que 100000€".

Sujet de toutes les crispations depuis plusieurs mois au sein du Pays d'Arles, la Métropole s'est donc inévitablement retrouvée au centre des échanges hier. Jean-Louis Lepian et Yves Picarda, respectivement maires de Plan d'Orgon et Rognonas, pourtant en faveur d'une intégration au sein de la Métropole, avaient choisi de siéger au conseil communautaire hier. "Je suis favorable à l'entrée dans la Métropole mais j'ai voté le budget la semaine dernière et je l'aurais voté à nouveau aujourd'hui", explique le maire de Plan-d'Orgon. Comment refuser un budget qui n'a suscité aucun débat au cours des orientations budgétaires et surtout qui prévoit une redistribution aux communes de 6 mil-

lions d'euros... Le budget va aller chez le préfet et à la Chambre régionale des comptes et je doute fort que ce montant sera retenu".

"On le mettra en minorité à chaque fois"

Du côté des élus absents, le budget n'est toujours pas remis en cause. "C'est le même pratiquement que celui de l'année dernière de toute façon", glisse Georges Jullien. En revanche, on refuse d'agiter l'argument de la Métropole pour expliquer ce désaccord. "Il est évident que c'est une des raisons, sa position sur la Métropole, mais ce n'est pas la seule, reprend le maire de Noves. Il s'est exprimé au nom de tous

les élus en tant que président de Terre de Provence, alors qu'il n'avait pas l'aval du bureau des maires de la communauté d'agglomération". Autre point avancé pour demander la démission de Jean-Marc Martin-Teisserre, "la stagnation des projets et la désinvolture à s'en occuper".

"On ne l'a pas pris en traître, je l'avais prévenu que je ne voterai pas le budget, affirme le maire de Châteaurenard Marcel Martel. Qu'il ne se masque pas en disant que c'est simplement une question de Métropole, c'est bien autre chose", lance-t-il tout en faisant notamment référence au projet du Min.

À Eyragues, le président réaffirme de son côté son intention de ne pas démissionner. "Pour ma part je n'ai pas changé d'idée et je continuerai à défendre les intérêts de la population. Pour l'heure je reste à mon poste et nous allons faire en sorte de représenter le budget 2019". Une nouvelle convocation devrait donc être envoyée aux élus. Cette nouvelle réunion qui pourrait avoir lieu lundi ou mardi ne devrait pas nécessiter le quorum. Au cas où le budget serait de nouveau rejeté à la majorité, il finira donc entre les mains de la Chambre régionale des comptes. "S'il ne part pas, on le mettra en minorité à chaque fois", commente le maire de Châteaurenard, laissant présager des semaines à venir tout aussi compliquées et dévastatrices du côté de Terre de Provence.

Rémi SIMONPIETRI

Les maires présents au conseil communautaire: Barbentane, Graveson, Eyragues, Mollégès, Plan d'Orgon, Verquière. Les maires absents: Châteaurenard, Orgon, Saint-Andiol, Cabannes, Noves, Maillane, Rognonas.